

Discours d'investiture de
Monsieur Guy LOSBAR
Président du Conseil Départemental

Discours de M. Jean-Philippe COURTOIS
Président du Conseil Départemental
Faisant Fonction



Discours d'investiture de Monsieur Guy LOSBAR**Président du Conseil Départemental**

Mesdames et Messieurs les Conseillers départementaux, très chers collègues,

Chers agents du Conseil départemental,

Peuple de Guadeloupe,

J'introduis ce discours d'investiture par une pensée « un peu » personnelle, mais dont je suis convaincu qu'elle est certainement aussi la vôtre.

Je m'adresse en effet à vous avec le paradoxe d'une satisfaction retenue par la gravité du contexte particulièrement douloureux que nous vivons.

Satisfaction, certes, d'endosser avec enthousiasme et fierté la responsabilité du mandat des Solidarités.

En cela, je mesure toute la responsabilité qui nous incombe et qui m'échoit particulièrement, dans la lignée de ceux qui m'ont précédé dans ces nobles fonctions, d'Achille RENE-BOISNEUF à Josette BOREL LINCERTIN, en passant par Omer NININE, Lucien BERNIER, Lucette MICHAUX CHEVRY, Dominique LARIFLA et Jacques GILLOT.

J'aurais aimé davantage vous remercier, chacun et collectivement, de la confiance que vous me renouvez, et qui s'étend désormais, je l'interprète ainsi, au-delà des rangs de la majorité départementale.

J'aurais souhaité davantage féliciter les conseillers élus, davantage saluer et remercier Jean Philippe COURTOIS pour le formidable travail accompli depuis le mois de septembre, au pied levé et dans des conditions particulièrement difficiles.

Notre collègue Jean-Philippe a relevé le challenge avec brio, bien au-delà de nos espérances, et pour cela je vous propose de lui rendre hommage par vos applaudissements.

Mes chers collègues, j'aurais souhaité davantage rendre hommage à ma famille, à mes proches, et à ces centaines de militants à qui je dois ce que je suis aujourd'hui.

J'aurais souhaité faire tout cela, mes chers collègues, mais je crois que nous en sommes tous conscients, l'heure est grave !

Cette gravité, c'est celle d'une Guadeloupe défigurée, qui vit une tragédie sanitaire, sociale, humaine, politique, économique exceptionnelle.

En tout premier lieu, parce que depuis le début de l'épidémie, plus de 800 de nos concitoyens ont trouvé la mort.

A l'heure actuelle, il n'existe pas un seul guadeloupéen qui ne connaisse un proche, un ami ou un parent qui n'ait été frappé par la maladie.

A l'heure actuelle ce sont des centaines de familles guadeloupéennes qui n'ont pas été en mesure de vivre leur deuil correctement en accompagnant leurs chers disparus dans des conditions conformes à nos traditions.

Je vous propose donc de marquer notre empathie à tous ces compatriotes en observant une minute de silence en leur mémoire.

Oui mes chers collègues, l'heure est grave !

Car à la crise sanitaire s'est ajoutée la crise économique, et à la crise économique, désormais la crise sociale !

Et en pareille circonstance, l'attitude qui s'impose, c'est celle de la pudeur, de la sincérité, de l'unité, du travail et de la responsabilité.

Je resterai donc pudique sur les constats. Qu'il s'agisse de déplorer et de regretter les dommages et les trop nombreux dégâts causés aux biens et aux personnes.

Qu'il s'agisse de dénoncer, à nouveau, les exactions des voyous et les débordements des délinquants, notamment à l'encontre des forces de l'ordre.

Ce sont, dans bien des cas, des préjudices difficilement réparables, durables. Il nous faudra du temps pour remettre les choses en l'état.

Je resterai également pudique sur le fait que nous nous sommes attelés au Conseil Départemental à répondre à la détresse et à panser les peines et les souffrances des usagers.

Qu'il s'agisse d'assurer nos missions de solidarité en dépit des ruptures et des contraintes constatées.

Qu'il s'agisse d'intervenir auprès des publics sous notre responsabilité, de l'enfant gardien de l'espoir à la personne âgée gardienne de la mémoire.

Que dire de plus, sinon que notre espace public est abimé, et que le lien social qui est supposé nous rassembler est menacé ?

Que dire, sinon que le cri des Guadeloupéens ne s'est pas arrêté car la rue continue encore à écrire sa peine avec la plume des barricades ?

Que dire, sinon que nous avons besoin de nos professionnels et de nos intervenants de santé, car sans eux la santé n'existe plus ?

Que dire, sinon que nous devons agir énergiquement pour changer la donne afin que les mêmes inégalités ne se reproduisent plus, génération après génération.

Que dire sinon qu'il est vital de retrouver notre lien social ?

Et pour cela nous avons besoin de tout le monde.

Ce contexte de crise extrême nous a tous ramenés à un rassemblement solidaire pour notre Guadeloupe : Celui des élus guadeloupéens mobilisés pour sortir de la crise.

Nous pouvons en être fiers, c'est une première que de nous compter tous présents et ensemble pour la Guadeloupe : Sénateurs, Députés, Maires, Exécutifs territoriaux, Présidents des Conseils Départemental et Régional.

Comme nous avons pu le dire le 29 Novembre, nous sommes mobilisés pour une sortie de crise dans le dialogue et le respect.

Dans ce contexte, nous avons réaffirmé notre volonté de travailler avec toutes les parties prenantes afin de favoriser le retour à la sérénité et à l'apaisement pour notre Guadeloupe qui le mérite tant.

Nous avons entamé les échanges avec le Collectif des organisations en lutte, avec les organisations représentatives des milieux socio-professionnels, économiques, avec des représentants de diverses franges de la jeunesse.

Et nous travaillerons avec toutes les parties qui le souhaitent, qu'elles soient officielles ou spontanées.

Nous travaillerons avec l'Etat, car une grande partie des revendications exprimées par les Guadeloupéens, convoque sa responsabilité, parfois partagée, parfois pleine et entière.

Nous travaillerons en conséquence avec tous les partenaires relais.

Comme nous l'avons écrit au Président de la République ce 30 Novembre 2021, nous voulons d'une délégation interministérielle à la table des négociations.

Car chacun doit assumer ses responsabilités avec une totale conscience de l'urgence ainsi qu'une pleine mesure de la forte attente de la population.

Depuis quelques jours, tous nos collaborateurs, ceux des parlementaires, ceux des collectivités, ceux des communes, bientôt ceux des intercommunalités, tous sont rassemblés afin que nous apportions conjointement nos propositions et nos réponses aux problèmes posés par la crise.

Oui mes chers collègues, cette crise est inédite, mais elle est aussi porteuse d'espoir, car chaque crise a le mérite d'indiquer la voie pour un avenir collectif.

Tout cela est le signe que nous devons être plus ambitieux dans l'exercice du pouvoir local.

Tout cela c'est aussi et en réalité le signe que nous devons mieux et davantage organiser la démocratie citoyenne et participative.

C'est là toute la portée du Contrat de Gouvernance Concertée, auquel les événements récents donnent un sens tout particulier, car il préfigure notre aptitude à faire fonctionner nos institutions différemment.

Dans ce cadre, nous continuerons à travailler de concert avec le Président Ary CHALUS, que je salue particulièrement et dont c'est d'ailleurs aujourd'hui l'anniversaire.

Cela signifie que la question de la domiciliation locale du pouvoir de décision et de l'évolution de nos institutions n'est pas un sujet tabou !!

Cela signifie que ces questions ne doivent pas être l'otage des consultations électorales, qu'il s'agisse d'élections locales ou nationales !!

Tout cela est aussi le signe que nous aurons à assumer autrement la responsabilité politique, certainement avec méthode, mais aussi avec dignité, afin de garantir le respect des opinions des uns et des autres.

Avec pédagogie, en toute responsabilité, nous saurons rouvrir ce chantier, en temps et en heure, et en étroite concertation avec le peuple guadeloupéen !!

Nous le ferons surtout avec humilité et le sens de l'écoute. Car pour réussir ce chantier durant la mandature qui s'ouvre, nous devons tous redoubler l'effort d'« *Aller les uns vers les autres* ».

On dit de la démocratie qu'elle passe par le respect de toutes les minorités.

Hé bien mes chers collègues, considérant ces temps difficiles, je ne suis pas sûr que les concepts de majorité et de minorité nous soient vraiment utiles.

J'appelle donc de mes vœux que nous rassemblions nos efforts convergents et solidaires.

Agissons ensemble pour la GUADELOUPE. Il est indéniable qu'elle nous attend... chacun de nous et nous tous.

Mes chers collègues, ce chantier GUADELOUPE est important.

- A très court terme, notre système de santé doit être en capacité de soigner les Guadeloupéens, sans risque de rupture et de discontinuités et sur l'ensemble du territoire. Pour cela, chacun doit comprendre que nous avons besoin de tous nos médecins, de tous nos pharmaciens, tous nos infirmiers, tous nos pompiers, tous nos éducateurs et tous nos assistants sociaux.

Nous avons besoin de tous nos professionnels intervenant pour la bonne santé des Guadeloupéens.

Nous devons aussi nous préserver et nous prémunir d'une nouvelle vague d'épidémie du COVID.

Faisons tout pour l'éviter. C'est essentiel pour notre population.

Au cours de cette mandature la collectivité a fait le pari de la santé publique. Car au cours de la gestion du COVID nous avons réalisé combien nous devons davantage participer à la coordination et à la gestion des risques sanitaires. Notre territoire nécessite une politique de promotion de santé publique adaptée à ses particularités sanitaires et sociales, à la grande incidence des maladies cardiovasculaires et de certains cancers, aux problématiques environnementales particulièrement complexes (sargasses, chlordécone...).

- Notre jeunesse réclame à juste titre une formation de qualité, de l'emploi durable, davantage de chances de pouvoir créer et de pérenniser ses projets d'entreprise. Près de 8000 jeunes sont aujourd'hui sans emploi.

Près de 30% sortent de l'école sans diplôme. Aujourd'hui près de 9000 jeunes sont bénéficiaires du RSA (pour 41 000 bénéficiaires au total).

Et nous avons enregistré près de 4000 nouveaux bénéficiaires depuis le début de la crise sanitaire. Ce qui constitue un surplus de 4,7 Millions de dépenses au Budget de la collectivité.

Oui mes chers collègues, nous devons en avoir conscience : **Notre Guadeloupe est blessée et meurtrie dans son équilibre social.**

En cela, elle n'échappe pas à la profonde crise que connaît l'ensemble national : selon l'INSEE, 1 français sur 5 vit désormais au-dessous du seuil de pauvreté.

Oui, notre société souffre ! Beaucoup trop de nos jeunes, souffrent. Ceux qui sont dans la rue comme ceux qui sont sur les bancs de l'université ou en recherche d'emploi. Mais aussi nos aînés, nos familles, nos artisans, nos entreprises, nos agriculteurs, nos marins-pêcheurs. Soyons ambitieux pour la réussite de nos jeunes. Avec l'appui de l'Etat il nous faut impulser 1000 PEC par an à partir de 2022, près de 3000 contrats de transition, 500 emplois durables avec des mesures d'accompagnement (comme le permis de conduire) de près d'1 Million d'euros. Il nous faut former près de 1500 jeunes en 2022. A ce titre, la commande publique doit continuer à faire progresser la

formation des jeunes via les clauses sociales insérées aux marchés.

En somme, il nous faut notre Plan Marshall pour la jeunesse guadeloupéenne, et cette stratégie semble être l'ambition portée par tous les décideurs publics et privés.

Pour faire réussir ce plan, nous remettons en question autant qu'il sera nécessaire nos habitudes et notre relation avec certains de nos jeunes.

Notre effort de communication vers eux doit être un effort de proximité.

Certains de nos jeunes ont besoin d'Ambassadeurs qui les guideront et les accompagneront dans la connaissance et l'accès aux dispositifs de la collectivité.

Sur ce point je souhaite ajouter une réflexion sur la Politique de la Ville. L'outil doit être plus adapté à notre réalité économique sociale et humaine, à nos problématiques spécifiques et prioritaires en ce qui concerne les publics jeunes, notamment pour l'éducation, l'instruction, la formation, l'emploi et plus largement l'activité, l'exclusion, le logement et l'habitat.

Je crois qu'il appartient à la Collectivité départementale de solliciter de l'Etat une redéfinition des quartiers prioritaires. Et pourquoi pas, avançons ensemble cette idée, un nouveau mode de contractualisation avec l'Etat qui aboutirait à **une Politique de la Ville pour l'ensemble du territoire guadeloupéen.**

- L'amélioration des conditions de vie des familles de Guadeloupe doit également être notre priorité afin d'offrir aux ménages des conditions de vie et un quotidien de

qualité. A travers le pouvoir d'achat, les transports, la santé, les prix du carburant... A ce titre, la situation du logement et de l'habitat est un sujet qu'il nous faut travailler tous ensemble, si nous voulons vraiment réussir nos engagements. Réussir la politique de l'Habitat c'est avant tout rassembler les efforts de toutes les institutions : le Département, la Région, l'Etat, les communes, les organismes sociaux. Notamment en instituant un Guichet Unique de gestion. Celui-ci facilitera le traitement et le financement des dossiers, l'engagement et le suivi des travaux des artisans, la convergence des efforts de tous les partenaires. 1000 familles guadeloupéennes pourront ainsi être accompagnées chaque année par ce guichet ; et ce dispositif permettra d'améliorer le carnet de commandes de centaines d'artisans guadeloupéens.

- Nous connaissons tous la grande complexité du chantier de l'eau. Il devra être conduit sur plusieurs années afin que le SMGEAG devienne un outil de service public performant, pour l'accès à une eau de qualité et pour tous les Guadeloupéens. Pour ce faire nous accompagnerons le syndicat de gestion dans ses investissements, dans son fonctionnement, dans la réalisation de ses principaux travaux. Le SMGEAG, rappelons-le, doit réaliser près de 490 Millions de travaux d'ici 2028.

En conclusion, Réussissons ensemble et au cours des prochaines années les services publics prioritaires pour nos usagers.

Je souhaite chers conseillers, que nous soyons tous au rendez-vous de l'Histoire à travers notre Plan de mandature que nous présenterons lors de notre prochaine plénière. Grâce à lui :

1. Il nous faudra répondre à l'enjeu des solidarités. Pour les populations que nous continuerons à accompagner : l'enfance, l'éducation, l'enseignement, les personnes âgées, les personnes atteintes de handicap. A travers nos politiques solidaires : la lutte contre les exclusions, l'insertion, l'économie sociale et solidaire, l'habitat et le logement, la santé publique. A travers des mesures innovantes pour renforcer le lien intergénérationnel, pour lutter contre le décrochage scolaire dès les premiers signes.
2. Il nous faudra répondre à l'ambition territoriale. Par la préservation de la qualité de notre réseau routier, nos infrastructures et bâtiments, la qualité environnementale et comme je l'ai déjà mentionné l'accès à une eau de qualité. Nous aurons aussi à nous faire les chantres d'une certaine idée du territoire, par le développement culturel, l'éducation artistique et la valorisation d'un patrimoine inestimable, par le tourisme, l'agriculture, la pêche et les infrastructures portuaires, et en veillant à la promotion de notre image à travers les pratiques sportives et la coopération régionale.

Mes chers collègues, dans ce contexte, j'en appelle plus que jamais à notre sens supérieur de la responsabilité.

- ✓ Sens de la responsabilité, immédiatement. Afin que nos services assurent leurs missions sociales essentielles, éducatives, sanitaires au bénéfice des usagers et en particulier au bénéfice de nos populations fragiles. Nos enfants doivent tous reprendre le chemin de l'école pour leur apprentissage et pour leur éducation, pour leur avenir. Sur tous ces points je salue les services et les collaborateurs du Département. Vous avez su organiser la

continuité des activités en dépit des difficultés, chaque jour, au cas par cas.

- ✓ Sens de la responsabilité, à très court terme. Afin que nous assumions tous, tous les pouvoirs publics et toutes les forces vives du *Péyi*, les conditions d'un dialogue et d'un débat publics efficaces. En nous attachant à considérer ensemble, aucunement isolé, les conditions de sortie de la crise que nous traversons.
- ✓ Sens de la Responsabilité et de l'engagement, durablement. Car nous aurons sur le temps de la mandature à montrer notre capacité à réussir nos objectifs en réalisant nos engagements. Je veux parler de l'engagement d'un choc de simplification des procédures administratives. Je veux parler de l'engagement à un délai de traitement de 30 jours maximum. Je veux parler du chantier colossal de la modernisation de notre administration. **Je veux parler de notre capacité à rendre compte de notre activité aux Guadeloupéens, chaque année et de façon interactive.**

C'est à cette condition que notre collectivité restera garante de son socle vertueux de compétences.

C'est à cette condition que le département restera naturellement au cœur de son territoire.

En valorisant ses atouts, ses Hommes, ses spécificités.

C'est à cette condition que le département continuera à porter l'ambition d'un véritable développement territorial.

C'est à cette condition que nous porterons ensemble toutes les mesures qui permettront aux Guadeloupéens de préserver leur dignité au quotidien, et que nous sortirons ensemble de la crise.

Ensemble, Redémarrons notre société, sécurisons nos populations, **faisons peuple pour réussir.**

En somme : Pensons Guadeloupe, Agissons Guadeloupe.

Je vous remercie pour votre attention.

Discours de M. Jean-Philippe COURTOIS

Président du Conseil Départemental Faisant Fonction

Mes chers collègues,

Je dois vous avouer ces sentiments mêlés qui m'étreignent ce matin.

Sentiment de tristesse au vu de l'état actuel de fragmentation de notre beau pays.

La Guadeloupe a traversé et traverse encore des moments difficiles.

Un pays à l'arrêt.

Nos enfants n'ont pas pu aller à l'école !

Nous avons été témoins d'exactions que nous avons condamné avec la plus grande fermeté !

Mais s'il y a une chose dont je suis persuadé, c'est que notre pays va mal et que nous ne pouvons rester insensible à sa souffrance.

Plus que jamais, nous devons démontrer à notre population que nous sommes à ses côtés afin qu'ensemble nous sortions de cette mauvaise passe.

J'ai 37 ans et je me refuse au fatalisme.

J'ai 37 et je me refuse à penser qu'il n'est pas possible de construire une autre Guadeloupe,

J'ai 37 ans et je considère que oui il est possible de garder la main tendue à l'autre , la main tendue du dialogue, avec fermeté et dans le respect...

Garder chevillée au corps une certaine idée de la Guadeloupe , une ambition forte pour tous ses enfants au-delà de leurs origines.

Avoir conscience que l'on ne construit pas un pays en montant une partie de la population contre une autre,

Être toujours persuadé que même si les choses sont difficiles, un avenir commun et meilleur est toujours possible.

En somme, comme le dit souvent le Président Losbar , penser Guadeloupe et agir Guadeloupe.

Ce sont ces belles valeurs qui m'animent depuis mon entrée en politique il y'a de cela plus de 10ans, et elles n'ont jamais fléchi.

Je voudrais en tous les cas mes chers collègues saisir l'opportunité de l'ouverture de cette séance pour remercier chacun d'entre vous pour la confiance que vous m'avez témoignée durant cette période un peu particulière, il faut le dire, qu'a connu notre assemblée.

Merci a l'administration et au cabinet d'avoir été à mes côtés dans un contexte inédit qui m'a conduit à concilier mes fonctions de jeune maire avec celles de président de la collectivité de toutes les solidarités, au moment où la Guadeloupe en a le plus besoin.

Merci surtout à vous chers collègues et au Président Losbar pour la confiance que vous m'avez témoignée.

Merci aux collègues de la minorité pour la qualité de nos échanges et au travail constructif que nous avons entamé au service du pays.

Nous avons illustré notre sens des responsabilités et notre capacité à toujours nous grandir à la hauteur des enjeux , comme l'ont montré le président sapotille , le président CALIFER avec lesquels je prends plaisir à travailler et plus largement tous les collègues de la minorité et de notre assemblée .

Merci à tous pour tout ce que nous avons fait en si peu de temps et pour tout ce que nous continuerons collectivement de faire au service du pays.